

haussa le rendement des raffineries canadiennes. Enfin, vers 1950, l'Alberta se préparait à chercher aux États-Unis un marché pour son excédent de pétrole et ce fut au tour des États-Unis d'envisager des restrictions à l'importation.

Pour résoudre le problème de l'embargo, le gouvernement canadien avait largement compté sur le département d'État pour interpréter et défendre ses intérêts auprès d'un Congrès dont le souci primordial était forcément la sauvegarde du niveau de vie américain. Des protestations à la légère de la part du Canada auraient inutilement indisposé le Congrès au moment où il fallait agir avec beaucoup de tact. C'est au département d'État qu'il revient d'avoir compris qu'il y allait de l'intérêt national des États-Unis de maintenir l'économie canadienne ainsi que nos bonnes relations traditionnelles, alors que le département du Commerce, qui n'envi-

sageait que les effets intérieurs de la crise, ne songeait d'abord qu'à écarter les vues du département d'État et son rôle de tampon entre le Canada et le Congrès. C'est donc le département du Commerce que l'ambassade du Canada a dû apprendre à influencer.

Enfin, si l'esprit de Hyde Park a triomphé, c'est grâce à la conviction de certains hauts fonctionnaires américains qu'une politique de coopération mutuelle et de compromis devait l'emporter sur la décision unilatérale des États-Unis de protéger mesquinement leurs intérêts économiques. Ce succès est d'autant plus notable qu'il s'est produit au moment où les besoins du Canada en faisaient le débiteur des États-Unis. Si les rôles joués de part et d'autre dans cette crise énergétique antérieure ne doivent pas nécessairement être renversés à l'heure actuelle, ils n'en suggèrent pas moins un modèle de rapports qui mérite réflexion.

Mais dans un cadre élargi...

Les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, du Canada, du Japon et de la Norvège, ainsi que des neuf États membres de la Communauté économique européenne se sont réunis en février à Washington pour examiner, trois jours durant, la situation internationale dans le domaine de l'énergie. Ils ont convenu que la recherche de solutions aux problèmes énergétiques mondiaux devait s'effectuer de concert avec les pays producteurs et les autres consommateurs.

À l'exception de la France, les nations réunies se sont entendues sur la nécessité d'un «programme d'action» global grâce auquel on s'attaquerait en collaboration à tous les aspects de la crise mondiale de l'énergie. Ce programme comporterait «le partage des ressources et des efforts requis ainsi que l'accord des politiques nationales» dans des domaines tels que la conservation de l'énergie et le freinage de la demande; l'allocation des disponibilités en pétrole pendant les périodes d'urgence et de grande pénurie; l'exploitation accélérée de sources d'énergie supplémentaires, et l'accélération des programmes de recherche et d'exploitation.

En ce qui concerne les questions économiques et monétaires, les ministres présents à Washington ont décidé d'intensifier leur coopération et d'encourager les travaux entrepris par le Fonds

monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques, sur les conséquences monétaires et économiques de la situation énergétique, particulièrement en ce qui a trait aux problèmes de la balance des paiements.

Ils ont convenu de s'appliquer à «maintenir et élargir» l'aide au développement accordée soit bilatéralement soit par le canal d'institutions multilatérales.

Les ministres ont approuvé la création d'un groupe de coordination chargé d'organiser la mise en oeuvre des mesures approuvées. Ce groupe devait, entre autres choses, diriger la préparation d'une conférence des pays consommateurs et des pays producteurs à être convoquée le plus tôt possible. Cette conférence serait précédée d'une autre réunion des pays représentés à Washington. La France n'a pas accepté cette proposition.

Les ministres ont aussi convenu — de nouveau à l'exception du ministre français — que la préparation de telles réunions devrait comprendre des consultations avec les pays en voie de développement, les autres pays consommateurs et les pays producteurs.

Les suites de cette conférence de Washington sur l'énergie seront étudiées dans le numéro mai-juin de Perspectives internationales.